

## Chronique 169

**Pour ne pas désespérer, agissons  
(et même qu'il y en a qui le font déjà très bien)**



Bon, je ne sais pas vous mais moi je commence à en avoir sérieusement ras la casquette de subir toutes ces dégradations de notre écosystème du fait de guerres ou de dérives autoritaires, y compris sous nos propres latitudes. **Des pouvoirs au hasard phallogratiques s'autorisent sans vergogne et sans rendre le moindre des comptes à s'arroger et détruire ce que nous avons de plus précieux : les mots et la terre, autant dire les deux facettes de la culture.** Les mots, car comment ne pas tilter devant le hold up réalisé sur le mot « violence » par nos instances dirigeantes ? Et du coup, pas de problème pour décider qu'un tel est légitime à l'utiliser au nom d'un bien curieux « maintien de l'ordre » alors qu'un tel non, vraiment pas, lui c'est un dangereux guérillero vert. On aimerait en rigoler mais c'est très sérieux, la guerre est déclarée et pas du fait de ceux qui défendent vraiment le bien commun, donc ceux qui sont sur le terrain et promeuvent une autre agriculture, moins intensive et tout aussi nourricière. Les mots et la terre, il en est également question avec cette guerre qui s'éternise non loin d'ici, qui a gommé du jour au lendemain, pouf quel tour de magie, la priorité voire la réalité de la pandémie et qui semble renvoyer à des

années lumière la priorité qui, elle, devrait être donnée à la Transition écologique. Face aux images d'arbres calcinés, de champs dévastés, de gens malmenés, on croit halluciner face à un tel hors-sujet historique. Et pourtant, qu'on le veuille ou non, l'ordre du jour subit des retards coupables à cause des has been de divers ordres. **A nous d'accepter le rapport de forces et de le faire pencher du côté du vivant.** Car oui, on peut dire sans manichéisme aucun qu'il y a des forces de mort et de vivant qui s'affrontent de manière manifeste en ce moment..

Dans de telles conditions, **revenir à la thématique de l'alimentation et à l'échelle micro** comme c'est majoritairement le cas dans ces chroniquesLocoBio, oui revenir à ce cadre pourrait sembler trop modeste, inadapté, dérisoire. Il est possible que ça le soit mais agir dans ce domaine et à ce niveau constitue déjà une tentative de reprise de contrôle dans ce qui est devenu un paysage chaotique à force d'y voir s'écraser des avions sans pilote. Il serait faux de dire que ce genre d'action ne relève pas en partie de la consolation pour renvoyer la résignation dans ses buts. Mais après tout ce n'est pas grave car nous sommes aussi faits de cette dimension psychologique qui nous tient ou au contraire nous défait. Surtout, le moindre renoncement signifierait une petite victoire pour le camp adverse, donc rien que cette vérité est une source de motivation inébranlable. Si cet aspect est certes plus visible dans le militantisme écologiste, il n'en innerve pas moins l'action publique en l'occurrence locale qui a à cœur de colmater les brèches béantes laissées par le néolibéralisme et entend bien asseoir les fondements du (vrai) monde d'après. Dans la multitude d'initiatives qui n'ont de "mini" que l'adjectif entendu par opposition à « national » et « international », beaucoup mériteraient un coup de projecteur car **le dynamisme est tel qu'on peut parler de réelle dynamique.** Quand on parle du « vivant », il faut avoir à l'esprit que cela sert aussi à désigner de nos jours **de véritables écosystèmes politiques qui se sont structurés à l'échelle la plus proche de nous pour essayer de continuer à donner un sens à cette notion de « nous ».** Or rien de tel que l'alimentation, besoin vital partagé par tous quotidiennement, obligeant à penser de manière transversale car qui dit alimentation dit économie, dit énergie, dit transports, dit santé, etc..., donc **rien de tel que l'action alimentaire locale pour non seulement commencer à penser et à agir autrement mais aussi pour remédier aux nombreux problèmes dans ce domaine.**

En premier lieu, je voudrais évoquer **l'exemple de la commune de Romainville, en région Ile-de-France, où a été inaugurée cette année la première cantine bio et locale...** autant dire LocoBio (sachant que nous sommes en 2023 et que LocoBio a été créé en... 2007). Il y a environ un mois, cette expérimentation a d'ailleurs été au cœur du colloque « Cantines 100% fait-maison, bio, local : osons la révolution délicieuse ! » qui a réuni ses diverses parties prenantes de même que d'autres acteurs intéressés par la généralisation de cet essai. On a ainsi vu autour d'une même table l'élu de la Ville en charge de la **démocratie alimentaire** -ce qui n'existait pas il y a quelques années, preuve que le vrai progrès n'est pas illusoire-, accompagné de ses collègues de la petite enfance et de la restauration. Il y avait aussi des membres de la SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif, forme d'entreprise de l'ESS, Economie Sociale et Solidaire) appelée « Nourrir l'avenir ». Fondée il y a 2 ans, celle-ci a été créée par l'association Les pieds dans le plat qui, via une **restauration collective bio**

**et locale**, œuvre pour le développement d'une **alimentation saine et durable pour tous**. Au passage, on constate **une véritable professionnalisation de ce champ d'activité**, ce qui est bon signe à la fois en termes d'emplois créés -argument souvent balancé à la tête des promoteurs du changement car taxés de décroissance oisive- et de supports pour mener à bien la Transition. Et d'ailleurs cette création d'emplois touche tout aussi bien les producteurs chargés d'approvisionner en filière courte la cantine que les cuisiniers réhabilités dans leur rôle de cuisiniers et non de réchauffeurs de plats industriels trop gras et trop salés. A noter que cette initiative n'est pas du luxe puisque, faut-il le rappeler, la **loi Egalim de 2018** fixait à au moins 20% la présence de bio dans la restauration collective en... 2022. Or nous sommes un an plus tard et le résultat affiché est à peine de 6%. En clair, **l'outil juridique est là mais ça rame du côté de son application**. Tout cela essentiellement par paresse de penser, de travailler autrement, de volonté politique c'est sûr dans bien des cas, car les terres cultivables ne sont pas si souvent le problème dans la mesure où la terre est généreuse pour peu qu'on se soucie de **calibrer la demande en fonction des besoins**, donc de ne plus voir le gaspillage comme un output fatal d'un système dysfonctionnel à souhait.

**Autre exemple : la caisse alimentaire commune expérimentée depuis peu à Montpellier**, dans le sillage de la **sécurité alimentaire de l'alimentation** et des actions promues par la Chaire Unesco Alimentations du monde dont il a déjà été question dans de précédentes chroniques LocoBio. De quoi s'agit-il ? Encore d'une expérimentation qu'on espère pérenne et généralisable à d'autres échelles en faveur de **l'accès pour tous à une alimentation bio et locale**. Ici, tout ne se joue pas dans le cercle en un sens restreint de la cantine -utile vecteur de sensibilisation des parents via les enfants à ne surtout pas négliger- mais au marché entendu au sens large des lieux et du moment des courses. 450 personnes ont ainsi été tirées au sort et contribuent selon leurs moyens -entre 1 et 150 euros- pour toutes percevoir la même somme de 100 euros censée contribuer à couvrir leurs besoins sur ce chapitre essentiel. Cela sachant que le budget alimentaire mensuel est actuellement de 272 euros/mois pour une personne seule et de 472 euros pour une famille avec enfants (il s'agit de minima), donc on touche ici tout de suite une des limites de cette expérience : elle ne couvre que partiellement les besoins tout en étant, en plus, largement subventionnée. Cela dit, rien d'anormal puisqu'il **s'agit de bâtir de nouveaux systèmes alimentaires** et que ceux-ci ne trouveront leur équilibre économique justement qu'après et grâce à toutes ces tentatives dont tout contribuable peut être fier car, après tout et même si on a un peu trop tendance à l'oublier, **l'essence même de la République c'est ça, c'est certes la liberté mais aussi l'égalité et la fraternité**. Or l'enjeu est en la matière de taille car il s'agit de **lutter contre au moins deux fléaux qui gangrènent la question alimentaire : la précarité du côté des consommateurs, autrement dit les inégalités dans la façon de s'alimenter d'une part, et une juste rémunération pour les agriculteurs d'autre part**. Avec bien sûr les effets négatifs de ces deux types de précarité, notamment en matière de **santé** car qui mange mal risque plus facilement d'être malade (voir le lien établi, par exemple, entre obésité et diabète acquis de type 2). Car, petit détail qui ne vous surprendra pas tant il est logique, la somme allouée de 100 euros ne peut pas être dépensée n'importe où mais dans des lieux préalablement conventionnés dans un esprit bio et local : du marché paysan à des groupements d'achat en passant par des épiceries bio. Inutile

de dire qu'**un défi de taille, via une meilleure alimentation, est bien de (re)tisser du lien social** car bien des personnes modestes d'ordinaire renvoyées aux marges en un sens commodes de l'aide alimentaire fréquentent ainsi des endroits qui, sans ça, risque d'être réservées à des élites déjà sensibilisées et ayant les moyens de bien se nourrir. Autant dire que l'initiative possède une part subversive semble-t-il assumée, tout comme celle évoquée précédemment. A titre personnel, **quand subversif rime avec constructif, j'applaudis de bon cœur** plutôt que de chercher à me rassurer en restant sur les sentiers bien connus qui nous ont tous propulsés dans le mur, scratch boum badaboum.

Sur ce et pour vous accompagner, voici une citation en exergue du remarquable livre de poésie intitulé Le déversoir par Arthur Teboul, plus connu comme étant le chanteur du vivifiant groupe Feu! Chatterton. On la doit à Ignaz Paul Vital Troxler et il faut avouer qu'elle est d'une lumière désarmante de simplicité, donc à méditer : « ***Il y a assurément un autre monde, mais il est dans celui-ci*** ».

Citoyennement vôtre,

**Yolaine de LocoBio,**

Juin 2023